

TABLE RONDE

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DÉMOCRATISATION ÉCONOMIQUE : QUELLES PERSPECTIVES COLLECTIVES ?

16 mai 2019

Allocution d'ouverture de René Audet

René Audet est sociologue de l'environnement, Professeur au Département de stratégie responsabilité sociale et environnementale de l'ESG UQAM et titulaire de la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique.

Coorganisé par



Mesdames et Messieurs,

Laissez-moi d'abord ouvrir cette table ronde en vous remerciant de votre présence et en exprimant mon enthousiasme devant la qualité de l'auditoire que nous avons ici. Il y a dans la salle des gens provenant de l'administration municipale, du milieu syndical, d'organisations environnementales, d'initiatives citoyennes, d'organisations de développement régional et, bien entendu, de l'économie sociale et de la recherche. Le fait que nous ayons ciblé ces différents secteurs de la société dans l'organisation de la table ronde n'est évidemment pas étranger à l'idée de départ qui a réuni les organisateurs. Et c'est moi qui ai le privilège de vous exposer cette idée.

C'est une idée qui tient en 5 mots : pas de transition sans société.

Mais puisque j'ai encore 20 minutes pour m'exprimer, je vais m'étendre au-delà de ces quelques mots... En fait, l'idée qu'il n'y aura pas de transition écologique sans la participation de la société pourra vous apparaître comme une évidence. Pourtant, deux phénomènes très importants s'expriment aujourd'hui dans l'espace public et semblent illustrer qu'il n'y a là rien d'évident. Le premier de ces phénomènes réside dans la consolidation d'un discours prédominant sur la transition qui présente celle-ci comme un processus qui reposera essentiellement sur la substitution technologique et qui se réalisera grâce aux mécanismes du marché. Je vais y revenir dans quelques instants. Le deuxième phénomène que l'on observe dans l'espace public, c'est notre incapacité à parler de société avec un vocabulaire qui soit minimalement précis et conséquent. L'une des manifestations de cette incapacité est l'usage généralisé de la locution « le social ».

Grammaticalement, « le social », c'est un qualificatif qu'on utilise comme un nom. Bien souvent, « le social » pourrait se traduire par « cette chose qui n'est pas vraiment économique, dont on reconnaît l'existence, mais qu'on ne sait pas vraiment nommer ». « Le social », c'est quelque chose qu'on nous dit de faire – « il faut faire du social ! » –, mais qui demeure mystérieux et pour lequel nous n'avons pas réellement de définition. Vite, faites un appel de service au département de sociologie !

Le but de mon exposé, afin de lancer le débat de la table ronde, est premièrement d'essayer de démontrer qu'il manque aujourd'hui une conception de l'ancrage de la transition écologique dans les processus sociaux – ce qui à mon avis la condamne à l'échec – ; et, deuxièmement, de poser quelques bases pour amorcer la discussion sur ce qu'une telle conception pourrait impliquer pour des stratégies collectives pour une transition sociale et écologique.

J'aimerais commencer par un bref survol des principaux discours sur la transition dans la société québécoise. J'étudie attentivement la situation du discours sur la transition au Québec depuis 2012. Si, aujourd'hui, on constate une présence de plus en plus prononcée de la transition écologique dans l'espace public (ex. : Le Pacte, le Green New Deal), ce n'était pas le cas encore assez récemment.

Une des premières initiatives sur la transition fut la constitution de l'alliance SWITCH en 2013 – une sorte d'alliance stratégique entre des ONG environnementales, le monde des affaires et d'autres acteurs intéressés par la promotion du concept d'économie verte. En général, les propositions de SWITCH ont tourné plus spécifiquement autour du développement d'un secteur des technologies propres avec comme argument central l'idée qu'il faut réanimer le secteur manufacturier québécois à travers

l'aménagement de politiques incitatives (l'écofiscalité, les achats publics, etc.) pour positionner l'expertise québécoise dans le marché international.

Cette vision de la transition vers l'économie verte repose évidemment sur des prémisses économiques, par exemple en affirmant que des « signaux » économiques comme la fiscalité vont influencer les investisseurs et les acteurs économiques et, ainsi, impulser une transition.

Il faut voir aussi que cette transition passe largement par une stratégie de substitution technologique, sans trop porter attention aux processus sociaux qui sont toujours sous-jacents à l'adoption de nouvelles technologies. De plus, ce discours sur la transition est silencieux en ce qui concerne le modèle de société que l'on désire privilégier. C'est bien davantage une stratégie économique qu'une stratégie de transformation, disons, « sociale ».

Je dirais que le Plan directeur publié l'été dernier par la nouvelle société d'État Transition énergétique Québec (TEQ) va généralement dans le même sens, avec quelques nuances. J'ai compté 238 « actions » proposées dans ce plan et je les ai classées en dix catégories. 30 % des actions du plan portent sur les « incitatifs » aux acteurs économiques. Dans le document, le rôle de l'État est présenté comme un rôle d'accompagnement du « Québec dans sa transition vers une gestion de l'énergie efficace et sobre en carbone ». L'explication qui soutient cette idée d'accompagnement est la suivante : il ne faut pas brusquer les acteurs économiques. Il est dit explicitement, dans le document, que la réglementation devrait arriver en fin de course pour couronner des changements qui auront été préparés par des politiques incitatives. Pour le dire autrement, on réglemente seulement une fois que le marché est prêt.

De fait, les actions réglementaires – qui sont souvent des ajustements aux règlements existants – concernent seulement 6,7 % des 238 actions. Il y aurait aussi matière à commenter plusieurs aspects de l'orientation du plan directeur et de TEQ, par exemple :

- La transition proposée est centrée sur l'énergie alors que les problèmes environnementaux actuels sont beaucoup plus larges.
- On continue à présenter le gaz naturel comme une énergie de transition.

Mais j'aimerais surtout insister sur la vision de la société que propose le plan directeur de TEQ. L'angle d'approche principal que nous pourrions associer à quelque chose de « social » dans le plan de TEQ est axé sur les comportements individuels. En effet, TEQ considère qu'en offrant aux individus des incitatifs à la consommation (notamment dans les secteurs de la rénovation et de la mobilité) et en faisant de la sensibilisation, on pourra changer les « comportements ».

Ici, j'ai besoin de formuler quelques nuances. Le problème n'est pas tant la notion de comportement en elle-même. En fait, il y a toute une science des comportements qui démontre la complexité de les modifier, une science qui est très intéressante à bien des égards.

Le problème, je crois, est de présenter les changements de comportements comme le résultat d'un calcul rationnel que chacun peut effectuer individuellement selon un schéma A-B-C :

- A- l'individu reçoit un signal indiquant qu'il y a nécessité de consommer moins d'énergie fossile et d'être plus efficace énergétiquement ;
- B- l'individu constate qu'il existe un incitatif économique à changer son comportement ;
- C- l'individu change son comportement.

Tout ce raisonnement fait entièrement abstraction du monde réel dans lequel nous évoluons, c'est-à-dire un monde où :

- A- les signaux sont contradictoires, vous n'avez qu'à penser aux milliards de dollars qui servent à promouvoir les véhicules énergivores ;
- B- les incitatifs économiques correspondent aux besoins d'une petite partie seulement de la population ;
- C- les comportements des individus s'inscrivent dans un contexte social et culturel beaucoup plus complexe que ce qu'on nous présente.

Ce qui est aussi problématique avec le concept de comportement, à mon avis, c'est d'envisager la transition écologique à travers un rapport individualisé aux problèmes environnementaux et aux solutions.

Ici, je dois apporter une autre nuance : je ne veux pas dire que les actions individuelles ne sont pas importantes. Bien sûr qu'elles sont importantes ! Lorsqu'on lit le Pacte pour la transition – que plusieurs ici ont signé d'ailleurs ! –, on voit bien la place importante qui est réservée aux actions individuelles. C'est quelque chose qui m'a fait un peu réagir au début, mais il faut aussi reconnaître que le Pacte présente l'action individuelle comme une contrepartie de l'action publique. Le pacte tente d'établir un rapport de coresponsabilité entre le citoyen et l'État, ce qui est déjà plus intéressant d'un point de vue social parce que ça touche, d'une certaine façon, la notion de délégation du pouvoir, et donc aussi la légitimité du pouvoir.

Pourtant, dire que les individus, les consommateurs, les citoyens ou les électeurs ont un rôle à jouer pour faire avancer la transition, ce n'est pas encore parler d'une transition sociale et écologique. Pourquoi ? Parce qu'une société, ce n'est pas une somme d'individus atomisés. Une société, c'est l'ensemble des relations entre ces individus et ce qu'ils construisent à travers ces relations.

Que voudrait dire, donc, remettre la société dans la transition ? Les acteurs qui, dans la société québécoise, ont tenté de formuler une vision plus sociale de la transition écologique ont souvent utilisé le concept de justice. Il y a un an, par exemple, des organisations syndicales et des groupes environnementaux organisaient un symposium sur la transition énergétique juste à Montréal. Il y a 10 jours, c'était le lancement du New Deal Vert – que plusieurs ici ont également signé –, qui ramenait la question de la justice climatique à l'avant-scène. Cette approche a bien des mérites. Elle souligne que les changements qui surviendront – avec ou sans transition écologique – auront des impacts sur la répartition de la richesse et les inégalités, et qu'il faut en tenir compte. Elle met en lumière les injustices historiques infligées aux nations autochtones ainsi que la nécessité de reconnaître leur droit et, surtout, leur capacité à faire partie de la solution en tant qu'acteurs centraux de la transition.

Mettre l'accent sur la justice, c'est aussi une manière de politiser la transition en identifiant l'injustice, les acteurs et les mécanismes de pouvoir qui sont derrière. On l'a bien vu avec le mouvement des gilets jaunes en France qui a été lancé, l'automne dernier, dans la contestation d'une mesure d'écotarifification inéquitable.

Alors, la transition juste, est-ce que c'est ça remettre la société dans la transition ?

J'ai bien peur de vous décevoir.

Si la justice nous offre un horizon normatif utile pour penser vers où doit aller la transition, elle ne permet pas d'expliquer comment elle peut s'opérer. Pour le dire autrement, le concept de justice pose des valeurs importantes comme l'équité, la reconnaissance et la participation, mais il n'explique pas le processus par lequel peut s'effectuer une transition.

L'idée de cette présentation et de cette table ronde n'est pas tant de prétendre fournir une réponse définitive à la question « comment remettre la société dans la transition ? » Les quatre partenaires qui vous ont conviés ici aujourd'hui souhaitent surtout réfléchir à quelques idées qui s'inscriraient dans une vision de la transition écologique qui soit plus sociale.

Pour terminer la présentation, je vous propose donc quatre axes de réflexion qui me semblent porteurs d'une vision plus sociale de la transition écologique.

Le premier axe porte sur les relations et le collectif.

J'ai dit, il y a une minute, qu'une société, c'est l'ensemble des relations entre des individus et ce qu'ils construisent à travers ces relations.

Ainsi, en principe, une transition sociale et écologique...

- dépasse l'innovation technologique ;
- dépasse les réformes économiques ;
- dépasse l'action publique ;
- dépasse l'action individuelle ;
- dépasse la somme de toutes les initiatives.

Peut-être alors qu'il faudrait penser la transition écologique comme le développement de nouvelles relations sociales ou encore comme la réorganisation des relations sociales. Les travaux récents de la Chaire de recherche sur la transition écologique et toute la tradition de recherche développée au Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) ont tendance à montrer que le changement social passe bien souvent, tout simplement, par les relations entre les gens.

Par exemple, dans le projet *Nos milieux de vie !*, que l'organisme Solon et la Chaire ont mené dans Rosemont pour générer des dynamiques locales de transition, nous avons constaté que la motivation principale des citoyens pour s'engager dans des projets de transition écologique n'était pas nécessairement relatif à la réduction des émissions de GES ou à la facilitation de la mobilité. C'est la redécouverte et le développement des liens sociaux de proximité qui motivent les citoyens. D'ailleurs, les théories de la résilience des systèmes socioécologiques tendent à souligner l'importance des liens entre les gens afin de favoriser la capacité collective d'affronter des chocs.

Comment pouvons-nous proposer des stratégies qui miseraient sur cette motivation citoyenne de développer les liens sociaux et de « faire société » à travers la transition ? Je vous propose d'y réfléchir aujourd'hui.

Le deuxième axe porte sur l'ancrage spatial et territorial de la transition.

L'importance de l'ancrage spatial et territorial pour motiver l'action collective citoyenne est un autre apprentissage que nous avons fait grâce au projet *Nos milieux de vie !*, mais ce n'est pas là une révolution

scientifique. On parle depuis longtemps de l'action collective locale et du développement d'institutions démocratiques ancrées dans les territoires auxquels les gens peuvent s'identifier.

Tout le mouvement des initiatives de transition, démarré dans des villages anglais il y a une quinzaine d'années, s'est répandu assez rapidement partout en Occident en portant cette vision du « small is beautiful ». Un grand avantage derrière l'idée d'un ancrage territorial des transitions est de pouvoir ouvrir de nombreux espaces de discussion sur ce qui est approprié et légitime pour les gens et les acteurs des milieux de vie ruraux, urbains, et même périurbains, et de construire là-dessus.

Un autre grand avantage des transitions locales et territorialisées, c'est qu'elles peuvent bénéficier de l'élan que commencent à prendre les institutions municipales un peu partout au Québec. Il n'est pas anodin, à cet égard, que la Ville de Montréal ait récemment créé un Bureau de la transition écologique et de la résilience. Il me semble que les niveaux municipal et régional sont peut-être plus ouverts à une vision sociale et écologique de la transition et peuvent favoriser son déploiement.

Le troisième axe porte sur la démocratisation de l'économie.

La démocratisation économique est nommée dans le titre de la table ronde et je n'en ai pas encore vraiment parlé. Disons qu'un problème commun à la plupart des discours de la transition écologique actuellement, c'est qu'aucun n'apporte encore une réponse convaincante à la question « comment sortir du productivisme et de la société de consommation ? »

Bien au contraire, certains des discours que j'ai décrits ont tendance à s'autojustifier dans une logique de productivité et de consumérisme. Or, le régime productiviste financiarisé actuel a une emprise immense sur les décisions qui ont un impact écologique, territorial et social. La primauté de l'intérêt privé, la croyance au développement et à la croissance et le mirage d'un progrès technologique émancipateur cachent l'aspect autoritaire de ce régime productiviste.

Ainsi, démocratiser l'économie, reprendre la main sur les processus productifs, c'est aussi un processus autant social qu'économique. C'est pourquoi, notamment, on parle depuis longtemps d'une économie « sociale » et solidaire. L'approche des communs, qui commence à prendre racine dans les stratégies des initiatives citoyennes un peu partout, c'est aussi une réponse sociale et bien souvent aussi écologique de démocratisation économique.

Enfin, le quatrième axe porte sur la désirabilité de la transition écologique.

Vous aurez compris qu'on peut difficilement faire une transition sociale et écologique sans interpeller tout le monde. Ceci est plus facile à dire qu'à faire. Aujourd'hui, un des freins importants au changement est la passivité d'une partie de la population et l'ancrage profond des pratiques qu'il faudrait transformer. Pour le citoyen, le réconfort qui réside dans le développement de liens sociaux plus forts ; le plaisir de transformer localement et collectivement son milieu de vie ; et les avantages concrets des projets de démocratisation économique sont des choses qui doivent être découvertes. Et pour cela, il faut se décoller du divan.

Il n'y a pas des milliers de solutions à ce défi. À moins que l'on veuille imposer une écotaxe sur les divans (!), je pense que la solution la plus intéressante est de rendre la transition sociale et écologique désirable pour la grande majorité de la population. Pour cela, nous avons besoin de récits – ou ce que les anglophones appellent « narratives » – qui démontrent de manière positive comment il est possible de

faire la transition écologique de manière collective en enrichissant notre vie sociale, en se réappropriant nos espaces et nos territoires et en démocratisant notre économie. Ces récits peuvent servir tant à mobiliser qu'à convaincre les pouvoirs publics et les acteurs. Ils visent aussi à opposer un discours alternatif à celui de la technologie et du marché dans l'espace public.

Voilà où en est notre réflexion.

J'espère qu'elle inspirera de riches discussions dans les heures que nous avons devant nous, et même après.

Merci.